
Communautés d'Afrique résistent aux plantations industrielles de palmiers à huile, même en temps de Covid-19

Alors que les entreprises d'huile de palme se présentent comme des donateurs charitables pendant la pandémie, les communautés vivant dans et autour de ces plantations racontent une autre histoire. Le WRM a interrogé des militants engagés dans l'Alliance informelle contre l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile en Afrique occidentale et centrale sur la situation des communautés depuis l'arrivée de la pandémie.

Les entreprises d'huile de palme se présentent comme des donateurs charitables au milieu d'une crise sanitaire, avec des campagnes de marketing destinées aux médias nationaux et internationaux. Ce n'est pas différent dans les pays d'Afrique occidentale et centrale où ces entreprises exercent leurs activités. Cette propagande dissimule la sombre réalité de ces entreprises qui s'appêtent à tirer profit ou avantage de la pandémie, qu'il s'agisse d'affaiblir les droits des travailleurs ou d'exiger des gouvernements nationaux des plans de sauvetage économiques et un traitement spécial en tant qu'« activités essentielles ».

À partir de 2013, le secteur de l'huile de palme a ciblé l'Afrique occidentale et centrale pour engager une nouvelle vague d'expansion de ses plantations industrielles. À cette époque, les estimations s'élevaient à environ 4 millions d'hectares de terres, à l'intérieur de grandes concessions accordées aux entreprises d'huile de palme, en particulier au Cameroun, en République démocratique du Congo, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Ghana, au Libéria, au Nigéria et en Sierra Leone. (1)

Parallèlement, des organisations de base, des groupes communautaires et des militants de la région ont été amenés à se réunir depuis 2013 au Cameroun, au Gabon, en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire en raison de leur expérience commune des impacts dévastateurs que ces plantations de monoculture ont sur les moyens de subsistance et le bien-être des communautés. Ils ont commencé à discuter de la façon de mieux s'organiser et résister à cette invasion. Ce processus a abouti à la création de l'Alliance informelle contre l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile en Afrique occidentale et centrale.

L'Alliance cherche à renforcer la résistance des communautés contre les plantations industrielles et à défendre leurs territoires contre l'expansion des plantations. Le soutien de l'Alliance aux luttes des communautés pour récupérer leurs terres, ainsi que l'engagement d'assurer des espaces sûrs aux femmes pour discuter des impacts spécifiques des plantations industrielles de palmiers à huile sur leur vie et l'engagement des femmes dans ces luttes et dans l'Alliance, font partie intégrante de cette résistance. L'Alliance défend l'utilisation traditionnelle du palmier à huile, ainsi que l'importance des forêts et des savanes pour le bien-être des communautés.

Au cours de ces années de collaboration, les membres de l'Alliance ont discuté et appris les uns des autres les nombreuses tactiques que les entreprises d'huile de palme utilisent pour commettre des activités illégales et oppressives afin d'imposer et de développer leurs activités. (2) Les femmes de l'Alliance, en particulier, ont également attiré l'attention sur la multiplication des violences sexuelles,

des viols et des sévices auxquels les femmes et les filles sont confrontées et partagé des témoignages à ce sujet. Cette désastreuse réalité des plantations industrielles de palmiers à huile reste généralement invisible. (3) Aujourd'hui, la superficie des terres concédées aux entreprises industrielles d'huile de palme a été réduite à près de 2,5 millions d'hectares. La forte résistance de la communauté joue un rôle clé dans l'échec des tentatives des entreprises d'occuper une plus grande partie des terres que les gouvernements avaient déjà promis de réserver aux plantations industrielles de palmiers à huile.

Dans ce contexte, le WRM a demandé aux organisations et militants engagés dans l'Alliance informelle comment la situation dans et autour des plantations industrielles de palmiers à huile a évolué depuis le début de la pandémie de Covid-19 et avec les gouvernements de la région mettant en œuvre des mesures dites d'urgence pour y faire face. Cet article présente leurs expériences. L'anonymat des témoignages a été préservé pour des raisons de sécurité.

En **Côte d'Ivoire**, les plantations de palmiers à huile de la société **PalmCi** (une filiale du groupe **SIFCA**) sont situées dans le département d'Aboisso. L'entreprise a licencié plusieurs habitants de la communauté sans notification préalable, en invoquant des mesures de confinement. Les travailleurs qui n'ont pas été licenciés ne reçoivent aucun équipement de protection pour réduire le risque de propager ou de contracter le coronavirus. Une femme de la région décrit ainsi la situation : « *Les riverains sont livrés à eux-mêmes, parce qu'ils ne disposent pas d'accessoires de protection de la part de ladite société. Cette situation est difficile pour les communautés vivant autour et dans les plantations industrielles.* »

Une autre femme a évoqué la situation préoccupante concernant l'accès à l'eau : « *L'accès à l'eau potable à Yapokro est carrément impossible. Nous vivons une situation qui dure depuis belle lurette et rien ne se fait malgré la présence de la société PalmCi, et en cette période du Covid-19, je peux dire que la situation est encore plus inquiétante du fait que nous buvons la même eau que les animaux qui errent ça et là à la recherche de la nourriture. Le pire dans tout ça c'est cette eau que la PalmCi nous envoie une ou deux fois par semaine en divisant le village en deux pour le partage. L'eau nous est livrée dans des citernes très sales et cette eau est impropre, car elle démange le corps après les bains. Cette même citerne qui nous approvisionne fait la même chose pour les plantations et je peux donc dire que la population de Yapokro n'est pas en sécurité avant et maintenant face au Covid-19. C'est écœurant de voir les femmes et enfants à la recherche de l'eau les matins et soirs. Les tentatives pour que la PalmCi nous envoie de l'eau ont été vaines m'a dit le chef du village qui a fait plusieurs doléances, mais sans suite, ou parfois avec des promesses jamais tenues. Je reçois toujours cette réponse que c'est le conseil régional qui devrait s'en charger et non la PalmCi, car elle n'est qu'une société. Lorsqu'il pleut, tout le village est en joie, car les femmes vont recueillir de l'eau de pluie et cette eau leur servira pour le ménage et autres usages. Le quotidien des riveraines de Yapokro est alarmant et elles ne font que chercher une porte de sortie en lançant un SOS par ma voix.* »

Les femmes impliquées dans les travaux de l'Alliance se sont concentrées sur la question des sévices dont elles sont victimes à cause des plantations. Elles se sont en particulier intéressées aux violences que subissent les femmes qui produisent de l'huile de palme traditionnelle et qui sont régulièrement harcelées et intimidées par les gardes de l'entreprise.

Deux femmes ont été récemment arrêtées en Côte d'Ivoire, soi-disant pour avoir volé des noix de palme. Elles travaillaient pour l'entreprise et ont été licenciées en raison de la crise du Covid-19. Quelques jours après leur licenciement, elles ont été arrêtées. Selon l'une des femmes, un agent de sécurité de l'entreprise les a vues. « *Il m'a saisie par le col, m'a traîné sur une longue distance en me*

brutalisant, et a coupé une branche pour pouvoir me chicoter [frapper] », a déclaré la femme. « Ce qui est étrange, c'est que cet agent de sécurité connaît nos maris, il se rend chez elles en demandant pardon à chaque mari pour son comportement envers leurs femmes, et il souhaiterait d'après lui que cette histoire ne soit pas connue de tout le monde que cela reste entre eux. "Que se reproche-t-il", ai je demandé. » Elles ont été libérées, mais en tant que mères de 6 et 4 enfants, elles sont maintenant confrontées à une situation tragique. « Cette pandémie se vit mal chez nous et la PalmCi qui est insensible à cela ne fait rien du tout si ce n'est des licenciements abusifs. Le Covid-19 et la PalmCi sont une gangrène pour les communautés riveraines. »

Dans un autre cas, deux agents de PalmCi ont récemment attaqué une femme qui ramassait des matériaux pour fabriquer des balais dans une autre plantation de PalmCi. Les agents de l'entreprise estiment que la plantation est la propriété de l'entreprise et que pour tout matériel prélevé sur les plantations, les gens doivent payer une redevance au poste de contrôle installé à l'entrée des plantations – ou laisser leur matériel sur place. Sans surprise, il se produit régulièrement des conflits autour de ces demandes de paiement aux postes de contrôle.

Au **Gabon**, une entreprise privée-publique réunissant la multinationale agroalimentaire Olam et le gouvernement gabonais a commencé en 2012 à mettre en place des plantations industrielles sur des terres reçues gratuitement du gouvernement. Sur les différentes plantations créées jusqu'à présent, 6 blocs sont des plantations de palmiers à huile et un est une plantation d'hévéa. Avec l'occupation par Olam des terres et des forêts communautaires, le conflit entre les hommes et la faune s'est aggravé. Comme les forêts et les savanes ont été converties en plantations industrielles, les éléphants envahissent maintenant les exploitations des habitants.

Un militant gabonais a expliqué comment les travailleurs ont été affectés par les mesures Covid-19 que le gouvernement a mises en place. « *Des employés qui n'ont pas pu, parfois, aller au travail parce que le nombre exigé de personnes qui devaient monter dans le véhicule était très limité. Donc ceux qui n'arrivaient pas à partir recevaient les moindres salaires. Alors, la dernière nouvelle de la direction provinciale du travail c'est qu'il y a près de 1 000 employés, notamment ouvriers agricoles, qui vont perdre leur emploi. Alors, OLAM est en train de profiter de la situation de crise pour pouvoir se débarrasser de ces employés pour les mettre auprès de ses sous-traitants. Et malheureusement les sous-traitants ont encore un pire traitement. Déjà que le traitement avec OLAM ce n'était pas ça [...] et avec les sous-traitants c'est encore pire ! C'est vraiment une inquiétude. Or nous savons qu'à la suite de la pandémie, l'État a pris un certain nombre de décisions, des mesures pour pouvoir soutenir les entreprises qui vont être en difficulté. Mais OLAM est en train de dépasser tout cela. Et voilà, les conséquences, c'est que c'est des emplois qui vont être perdus pour favoriser les sous-traitants qui n'ont pas un meilleur traitement pour les travailleurs.*

Déjà avant la pandémie, les communautés vivant autour des plantations de palmiers à huile d'Olam dénonçaient le non-respect par l'entreprise des promesses et accords passés avec les communautés en termes de projets sociaux. Le militant gabonais a poursuivi : « *Il y a des communautés, malheureusement, qui manquent d'eau. Il y a des communautés où OLAM avait fait construire, avait fait des forages d'eau. Mais malheureusement c'est des forages, des pompes qui ne fonctionnent pas, qui ne fonctionnent plus. C'est-à-dire que certaines ont fonctionné un mois, deux mois, et puis ça s'est arrêté. Et les populations souffrent, donc, d'un manque d'eau crucial, alors que nous savons que, parmi les mesures préventives du Covid-19, c'est se laver les mains, avec une eau propre bien sûr. Au niveau des dispensaires, ce sont des dispensaires qui ont été construits sans qu'il y ait de médicaments, donc pas de médicaments. Ça veut dire qu'en cas [...] d'un cas positif ou au cas où quelqu'un tomberait malade, les populations n'auront que des traitements traditionnels. Et d'ailleurs en parlant de traitements traditionnels, le fait que beaucoup de*

communautés ont perdu leur brousse, n'ont plus accès à leurs forêts, eh bien ça va être difficile. Sans centres médicaux, sans forêts, comment ces populations doivent-elles se traiter ? C'est absolument difficile pour elles. »

Deux grandes entreprises opèrent au **Nigéria**, où des communautés sont expulsées, harcelées et arrêtées et leurs droits sont gravement remis en cause par la conversion des terres agricoles et des forêts en plantations de palmiers à huile. **Wilmar**, l'une des plus grandes sociétés de plantations au monde, possède plus de 100 000 hectares de terres dans l'État de Cross River, tandis que **Socfin** exerce ses interventions dans l'État d'Edo.

Socfin est une société holding basée au Luxembourg, détenue par deux riches familles européennes : Hubert Fabri (Belgique) et Vincent Bolloré (France). Socfin contrôle un total de 400 000 hectares de terres dans 10 pays africains. Au Nigéria, le groupe Socfin détient l'**Okomu Oil Palm Company (OOPC)**, qui contrôle 33 000 hectares de terres. (4)

Le 20 mai 2020, au milieu de la pandémie, des villageois du royaume d'Okumu ont vu leurs maisons incendiées par des agents de l'Okomu Oil Palm Company. C'est la quatrième fois qu'un village est incendié dans le cadre de l'expansion de l'entreprise de plantations. À cette occasion, plus de 80 personnes se sont retrouvées sans abri et ont été obligées de chercher refuge dans les communautés et les églises voisines. Cela les a exposées à leur tour à des risques sanitaires encore plus importants dans le contexte de la pandémie mondiale. *« À plusieurs reprises, la sécurité de l'entreprise est venue nous harceler et nous a également accusés d'avoir volé des noix de palme appartenant à l'entreprise. À d'autres occasions, les agents d'Asemota, le prestataire principal en matière de sécurité, sont venus nous menacer dans le village en nous disant qu'ils s'occuperaient de nous avant qu'une manifestation soit organisée »*, a expliqué un villageois. Un villageois de 16 ans a donné un témoignage : *« Je me suis réveillé ce matin-là, puis je suis allé à la rivière pour vérifier mon hameçon de pêche. Avant de comprendre ce qui se passait, j'ai vu arriver la sécurité de l'OOPC et des soldats. Ils sont arrivés en tirant des coups de feu, alors j'ai couru dans la brousse. Puis ils ont brûlé notre maison, tous mes manuels scolaires, mon uniforme scolaire et d'autres biens ont été incendiés. Le seul vêtement qui me reste est celui que je porte actuellement. Alors faites venir des gens pour nous aider. »* Les villageois ne peuvent même pas se rendre dans la ville pour porter plainte en raison des restrictions de mouvement résultant des mesures d'urgence imposées par le gouvernement dans le cadre de la pandémie. (5)

Au **Ghana**, les plantations industrielles de palmiers à huile de **Socnaf** (une autre société appartenant à **Socfin**) affectent neuf communautés. La société affirme qu'elle a acquis des droits de concession sur 17 000 hectares, mais les communautés affirment qu'elle a occupé davantage de terres. Un militant ghanéen a déclaré que *« depuis 6 ans, Socfin emploie de nombreux membres de la communauté comme travailleurs occasionnels. C'est un véritable système, car l'entreprise les embauche pour 3 mois, puis les renouvelle pour 3 mois de plus, puis 3 mois de plus, en tant que travailleurs occasionnels. Et cela dure depuis 6 ans. Au Ghana, si une entreprise embauche quelqu'un pour plus de 3 mois, cette personne devient un travailleur permanent et n'est plus un travailleur occasionnel. Et maintenant, le Covid-19 arrive. Comme l'entreprise doit respecter la distanciation sociale, Socfin a en fait congédié, ou plutôt licencié, tous ces travailleurs occasionnels sans préavis, sans aucun paiement. J'en ai été personnellement témoin. J'étais là. »* Dans le même temps, le même militant condamne le recours à la violence et aux tactiques d'intimidation utilisées par les agents de sécurité de l'entreprise. *« Un jeune homme de la communauté d'Adanse, l'une des communautés les plus touchées par les plantations, est allé pêcher au-delà de la concession de la société »*, a-t-il expliqué. *Il a vu sa moto saisie et cassée par des agents de sécurité. L'affaire est actuellement devant le tribunal local. »*

Au **Cameroun**, **Socapalm** (une autre société détenue par **Socfin**) est l'une des principales sociétés de plantations de palmiers à huile du pays. À travers ses différentes concessions, l'entreprise occupe 50 000 hectares au total. Des villages sont complètement entourés par les plantations de Socapalm et les villageois n'ont plus accès à aucune terre pour produire leur alimentation. Les plantations de l'entreprise envahissent même les cimetières. En raison de la taille des tranchées creusées par l'entreprise autour de ses plantations, de nombreux villageois doivent parcourir plus de 7 km à pied pour se rendre dans un champ où ils peuvent cultiver leur nourriture. Si quelqu'un ramasse une des noix de palme tombées du camion de Socapalm, il risque d'être arrêté.

La dénonciation et la sensibilisation au problème des violences subies par les femmes vivant autour des plantations de Socapalm ont été un enjeu important pour les femmes impliquées dans l'Alliance informelle au Cameroun. Elles ont documenté plusieurs cas et les ont signalés aux bureaux de Socfin au Cameroun et en Suisse, leur demandant d'agir et de veiller à ce que les femmes ne soient plus exposées à des violences sexuelles à l'intérieur ou autour des plantations de l'entreprise.

Au cours de cette période de Covid-19, de nombreux travailleurs ont été renvoyés chez eux en congé sans rémunération, sans indemnisation, en particulier ceux qui n'ont qu'un emploi temporaire. Ceux qui n'ont pas été congédiés par l'entreprise sont transportés dans des véhicules de transport de personnel bondés, sans aucune protection personnelle. Dans certains pays, les travailleurs font la navette quotidiennement entre de grandes villes comme Douala, au Cameroun, et les plantations. Cela présente des risques pour les travailleurs, leurs familles et aussi les villageois. (6)

Les travailleurs et les communautés touchés par les plantations de Socfin au Nigéria, au Cameroun et au Ghana peinent à survivre, même dans des conditions « normales ». Ils voient l'entreprise bafouer leurs droits et refuser l'accès à la terre dont ils dépendent pour vivre. Dans les conditions de la pandémie de Covid-19, la situation est devenue carrément insupportable pour beaucoup, tandis que, rien qu'en 2019, les principaux actionnaires et administrateurs de Socfin se sont octroyé 30 millions d'euros de dividendes sur un bénéfice net de 47 millions d'euros. (7)

En **République démocratique du Congo**, des droits de concession litigieux sur plus de 100 000 hectares de terres détenues par la société congolaise **Plantations et Huileries du Congo (PHC)** sont en train d'être cédés à une société opaque enregistrée dans le paradis fiscal de l'île Maurice, au beau milieu de la pandémie de Covid-19. Les communautés de République démocratique du Congo maintiennent que le propriétaire actuel de PHC, la société canadienne **Feronia Inc** et ses prédécesseurs de l'époque coloniale Unilever et Levers Brothers, a acquis ses droits de concession illégalement parce que les communautés n'ont jamais consenti au vol de leurs palmeraies par les entreprises industrielles de plantations de palmiers à huile. De plus, les travailleurs des plantations de l'entreprise ont travaillé dans des conditions épouvantables et pour des salaires inférieurs au salaire minimum. Il y a quelques mois à peine, plusieurs des maisons que l'entreprise met à la disposition des travailleurs se sont effondrées sur l'un des trois sites de plantation, à Boteka. Les conflits ont été nombreux et meurtriers, la dernière victime étant un militant de la communauté tué par un agent de sécurité de l'entreprise en 2019.

Un militant de République démocratique du Congo a expliqué que l'entreprise profite de la pandémie de Covid-19 en « *flanquant en retraite un grand nombre de ses travailleurs des plantations, sans décompte final* ». Alors que l'entreprise a versé des millions sous forme de salaires à ses équipes de direction basées en Europe et à Kinshasa, elle prétend ne pas être en mesure de verser ces derniers salaires aux travailleurs qui partent à la retraite, car aucun fonds n'a été affecté à cet effet.

Les communautés de la région de Basoko sur le site de plantation Lokutu ont franchi une étape importante dans la récupération de leurs terres ancestrales au début de 2020, lorsqu'elles ont commencé à reprendre le contrôle de certaines parties de leur territoire. Lorsque l'entreprise a recommencé à retarder le paiement des salaires et à restreindre la disponibilité de l'huile de palme dans les villages entourés des plantations de l'entreprise, sous le couvert de mesures de lutte contre la pandémie de Covid-19, les communautés ont commencé à prendre en main la production d'huile de palme. Les habitants ont introduit des systèmes traditionnels et artisanaux de récolte et de production d'huile de palme. Les conditions de travail sont désormais bien meilleures dans ces zones que lorsqu'elles étaient gérées par Feronia. De plus, comme les coûteux bureaux de l'entreprise à Kinshasa et à Londres n'interviennent pas dans le processus, toute la valeur créée par ce travail reste au sein des communautés. Un responsable communautaire de l'opération a déclaré : « Avec l'accès à ces terres, nous sommes en mesure de reprendre notre production d'huile de palme, qui a été violemment interrompue par la colonisation. Depuis le début de la semaine, j'ai vendu à moi seul 15 barils d'huile, ce qui me rapporte 300 000 francs congolais (150 dollars) de bénéfice. C'est sept fois ce que vous pourriez gagner en travaillant extrêmement dur pour l'entreprise pendant un mois entier. » (8)

- (1) GRAIN, [En Afrique, les communautés résistent à l'accaparement des terres destinées à la production d'huile de palme](#), 2019
- (2) L'Alliance, WRM et GRAIN, [Promettre, diviser, intimider, contraindre : 12 tactiques utilisées par les sociétés productrices d'huile de palme pour s'emparer des terres communautaires](#), 2019
- (3) L'Alliance, [Briser le silence : harcèlement, violences sexuelles et abus à l'encontre des femmes à l'intérieur et autour des plantations industrielles de palmiers à huile et d'hévéas](#), 2019
- (4) GRAIN, [Décryptage des plantations Socfin/Bolloré, grâce à Profundo](#), 2020
- (5) Farmlandgrab, [Another terror attack on local communities by Okomu Oil Palm Plantation Plc](#), Juin 2020
- (6) Farmlandgrab, [We demand justice and safety for workers on Socfin's rubber/oil palm plantations during the Covid-19 pandemic](#), Apr 2020
- (7) GRAIN, ["Business as usual" chez Socfin et Bolloré](#), Mai 2020
- (8) WRM, RD Congo : [Des communautés reprennent le contrôle de terres qui leur ont été volées et exigent que l'entreprise d'huile de palme Feronia confirme officiellement l'annonce de « l'abandon » de ces terres](#), Juin 2020